

6.2

Réglementation et instructions générales

6.2 RÉGLEMENTATION ET INSTRUCTIONS GÉNÉRALES

6.2.1 Consultation

Projet de règlement

Loi sur les valeurs mobilières
(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 1°, 3°, 4.1°, 8°, 11°, 16°, 17° et 19.5° et a. 331.2)

Règlement modifiant le Règlement 81-102 sur les fonds d'investissement - Dispenses de certaines obligations applicables aux mises en pension pour les fonds d'investissement

Avis est donné par l'Autorité des marchés financiers (l'« AMF »), que, conformément à l'article 331.2 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, chapitre V-1.1, le règlement suivant dont le texte est publié ci-dessous, pourra être pris par l'AMF et ensuite soumis au ministre des Finances pour approbation, avec ou sans modification, à l'expiration d'un délai de 60 jours à compter de sa publication au Bulletin de l'AMF :

- *Règlement modifiant le Règlement 81-102 sur les fonds d'investissement.*

Consultation

Toute personne intéressée ayant des commentaires à formuler à ce sujet est priée de les faire parvenir par écrit au plus tard le **16 novembre 2026**, en s'adressant à :

Me Philippe Lebel
Secrétaire et directeur général des affaires juridiques
Autorité des marchés financiers
Place de la Cité, tour PwC
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Télécopieur : (514) 864-6381
Courrier électronique : consultation-en-cours@lautorite.qc.ca

Renseignements additionnels

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à :

Philippe Lessard
Analyste en fonds d'investissement
Direction de l'encadrement de la gestion d'actifs et de l'innovation technologique
Tél. : 514 395-0337, poste 4364
Numéro sans frais : 1 877 525-0337
Courriel : philippe.lessard@lautorite.qc.ca

Robin Marcoux
Analyste expert en fonds d'investissement
Direction de la surveillance de la gestion d'actifs
Tél. : 514 395-0337, poste 4426
Numéro sans frais : 1 877 525-0337
Courriel : robin.marcoux@lautorite.qc.ca

Le 17 septembre 2026



Canadian Securities
Administrators

Autorités canadiennes
en valeurs mobilières

Avis de consultation des ACVM

Projet de *Règlement modifiant le Règlement 81-102 sur les fonds d'investissement*

Dispenses de certaines obligations applicables aux mises en pension pour les fonds d'investissement

Le 17 septembre 2026

Introduction

Les Autorités canadiennes en valeurs mobilières (les **ACVM** ou **nous**) publions pour une période de consultation de 60 jours un projet de modification du *Règlement 81-102 sur les fonds d'investissement* (le **projet de modification**).

Le projet de modification prévoit des dispenses de certaines obligations applicables aux mises en pension pour les fonds d'investissement qui sont émetteurs assujettis lorsque la Banque du Canada est l'acheteur.

Le projet de modification :

- a) inscrit dans la réglementation la dispense discrétionnaire temporaire octroyée le 24 juillet 2025 dans la *Décision générale coordonnée 81-930 relative à la dispense de certaines obligations applicables aux mises en pension pour les fonds d'investissement* (la **décision générale coordonnée**) concernant le mécanisme conditionnel de prise en pension à plus d'un jour (**MCP PJ**) de la Banque du Canada;
- b) prévoit une dispense applicable aux mécanismes de prise en pension futurs de la Banque du Canada.

Le texte du projet de modification est publié avec le présent avis et peut être consulté sur le site Web des territoires membres des ACVM suivants :

www.bcsc.bc.ca

www.asc.ca

www.fcaa.gov.sk.ca

www.mbsecurities.ca

www.osc.ca

www.lautorite.qc.ca

www.fcmb.ca

nssc.novascotia.ca

Objet

L'objectif du projet de modification est d'offrir des dispenses harmonisées de certaines obligations applicables aux mises en pension pour les fonds d'investissement qui sont émetteurs assujettis lorsque la Banque du Canada est l'acheteur. Les dispenses envisagées par le projet de modification permettraient à ces fonds d'investissement d'accéder au MCPPJ ainsi qu'à tout autre mécanisme du genre que la Banque du Canada pourrait mettre en place.

À l'heure actuelle, la Banque du Canada met le MCPPJ à la disposition des fonds d'investissement qui sont émetteurs assujettis. Ce mécanisme a été mis sur pied en vue de préserver la stabilité du système financier canadien en aidant les participants au marché à faire face aux problèmes de liquidité qui peuvent découler des tensions graves sur celle-ci dans tous les segments du marché. Par son entremise, la Banque du Canada prend en pension certains titres à revenu fixe admissibles émis ou garantis par le gouvernement du Canada ou une province. Le MCPPJ procure des fonds en dollars canadiens pour une durée d'au plus 30 jours à des participants admissibles. Il est activé et désactivé à la discrétion de la Banque du Canada. Cette dernière pourrait proposer à ces fonds d'investissement d'autres mécanismes de prise en pension dans l'avenir.

Le projet de modification donne suite aux recommandations formulées dans le rapport de 2025 du Programme d'évaluation du secteur financier du Fonds monétaire international pour le Canada en ce qui concerne la liquidité systémique¹, lequel facilite l'accès à de la liquidité au moyen d'un mécanisme bilatéral pour les fonds d'investissement réglementés en cas de période de fortes tensions sur les marchés.

La décision générale coordonnée a été mise en œuvre au moyen de décisions générales locales dans chacun des territoires membres des ACVM. Elle n'expire dans aucun d'entre eux, sauf en Ontario, où la décision générale coordonnée locale (la **décision générale de la CVMO**) est en vigueur du 24 juillet 2025 au 24 janvier 2027 et, sous réserve des approbations requises, elle sera prolongée de 18 mois, soit jusqu'au 24 juillet 2028, par la Rule 81-931 de la CVMO, *Extension to Ontario Securities Commission Coordinated Blanket Order 81-930 Exemptions from Certain Repurchase Transactions Requirements for Investment Funds* (la **Rule 81-931 de la CVMO**). En vertu de la législation ontarienne en valeurs mobilières, la dispense temporaire prévue par la décision générale de la CVMO et la Rule 81-931 de la CVMO ne peuvent pas faire l'objet d'une autre prolongation.

Après examen des commentaires issus de la consultation, les ACVM détermineront s'il est nécessaire d'apporter des changements au projet de modification. Si ce dernier ne doit pas faire l'objet d'une nouvelle consultation, elles comptent obtenir toutes les approbations en vue de sa mise en œuvre le 24 juillet 2028 (la **date d'entrée en vigueur**).

¹ Canada: Financial Sector Assessment Program-Technical Note on Systemic Liquidity Assessment (8 août 2025) (IMF Country Report No. 25/233), recommandation n° 10 (en anglais seulement).

Contexte

Nous convenons qu'il serait bénéfique pour un fonds d'investissement exposé aux marchés monétaires et/ou des titres à revenu fixe en dollars canadiens d'accéder au MCPPJ, s'il est activé, afin de gérer sa liquidité lorsque celle-ci fait l'objet de tensions graves sur ces marchés. Or, ce faisant, le fonds d'investissement qui est émetteur assujéti pourrait ne pas être en mesure de se conformer à certaines obligations applicables aux mises en pension. La décision générale coordonnée accorde à ces fonds d'investissement une dispense de ces obligations afin de faciliter l'accès au MCPPJ.

Résumé du projet de modification

Les dispenses envisagées par le projet de modification concordent avec les dispenses temporaires prévues par la décision générale coordonnée. En revanche, ce projet donnerait également accès au fonds d'investissement qui est émetteur assujéti aux mécanismes de prise en pension futurs de la Banque du Canada.

La législation en valeurs mobilières établit la norme de diligence applicable à la gestion des fonds d'investissement, qui exige des gestionnaires qu'ils agissent avec honnêteté et de bonne foi dans l'intérêt du fonds d'investissement. Les gestionnaires de fonds d'investissement qui ont accès au MCPPJ ou à tout autre mécanisme de prise en pension de la Banque du Canada demeureraient assujétis à la norme de diligence.

Conformément aux dispositions de la décision générale coordonnée, le projet de modification exigerait que les espèces livrées au fonds d'investissement en échange de titres vendus dans le cadre d'une mise en pension avec la Banque du Canada ne soient utilisées qu'aux fins de gestion de la liquidité de ce fonds.

En outre, en vertu du projet de modification, le fonds d'investissement se prévalant des dispenses serait tenu de respecter certaines obligations d'information. Les avis et rapports requis doivent être transmis à l'agent responsable, sauf au Québec, ou à l'autorité en valeurs mobilières.

Points d'intérêt local

Une annexe au présent avis est publiée dans tout territoire intéressé où des modifications sont apportées à la législation en valeurs mobilières locale, notamment à des avis ou à d'autres documents de politique locaux. Elle contient également toute autre information qui ne se rapporte qu'au territoire intéressé.

Consultation

Les intéressés sont invités à présenter des commentaires sur le projet de modification, par écrit, au plus tard le 16 novembre 2026.

Ils sont priés de les adresser aux membres des ACVM, comme suit :

British Columbia Securities Commission
 Alberta Securities Commission
 Financial and Consumer Affairs Authority of Saskatchewan
 Commission des valeurs mobilières du Manitoba
 Commission des valeurs mobilières de l'Ontario
 Autorité des marchés financiers
 Commission des services financiers et des services aux consommateurs du Nouveau-Brunswick
 Superintendent of Securities, Department of Justice and Public Safety, Île-du-Prince-Édouard
 Nova Scotia Securities Commission
 Securities Commission of Newfoundland and Labrador
 Surintendant des valeurs mobilières, Territoires du Nord-Ouest
 Surintendant des valeurs mobilières, Yukon
 Surintendant des valeurs mobilières, Nunavut

Veuillez transmettre vos commentaires à l'adresse suivante : <https://www.autorites-valeurs-mobilières.ca/consultations/>. Ils seront distribués aux membres des ACVM participants.

Si le Québec est une autorité participante et que vous soumettez vos commentaires via le lien ci-dessus, vous les soumettez également à :

M^e Philippe Lebel
 Secrétaire et directeur général des affaires juridiques
 Autorité des marchés financiers
 Place de la Cité, tour PwC
 2640, boulevard Laurier, bureau 400
 Québec (Québec) G1V 5C1
 Télécopieur : 514 864-8381
 Courriel : consultation-en-cours@lautorite.qc.ca

Nous ne pouvons préserver la confidentialité des commentaires parce que la législation en valeurs mobilières de certaines provinces exige la publication d'un résumé des commentaires écrits reçus pendant la période de consultation. Tous les commentaires seront affichés sur le site Web de l'Alberta Securities Commission au www.asc.ca, sur celui de l'Autorité des marchés financiers au www.lautorite.qc.ca et sur celui de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario au www.osc.ca. Nous invitons donc les intervenants à ne pas inclure de renseignements personnels directement dans les commentaires à publier. Il importe de préciser en quel nom le mémoire est présenté.

Questions

Pour toute question, veuillez vous adresser à l'une des personnes suivantes :

Autorité des marchés financiers

Philippe Lessard
Analyste en fonds d'investissement
Direction de l'encadrement de la gestion
d'actifs et de l'innovation technologique
Tél. : 514 395-0337, poste 4364
Courriel : philippe.lessard@lautorite.qc.ca

Robin Marcoux
Analyste expert en fonds d'investissement
Direction de la surveillance de la gestion
d'actifs
Tél. : 514 395-0337, poste 4426
Courriel : robin.marcoux@lautorite.qc.ca

British Columbia Securities Commission

Noreen Bent
Deputy Director
Corporate Finance Legal Services
Tél. : 604 899-6741
Courriel : nbent@bcsc.bc.ca

James Leong
Senior Legal Counsel
Corporate Finance
Tél. : 604 899-6681
Courriel : jleong@bcsc.bc.ca

Alberta Securities Commission

Chad Conrad
Senior Legal Counsel, Investment Funds
Corporate Finance
Tél. : 403 297-4295
Courriel : chad.conrad@asc.ca

Financial and Consumer Affairs Authority of Saskatchewan

Heather Kuchuran
Director, Corporate Finance
Securities Division
Tél. : 306 787-1009
Courriel : heather.kuchuran@gov.sk.ca

Commission des valeurs mobilières du Manitoba

Patrick Weeks
Deputy Director
Corporate Finance
Tél. : 204 945-3326
Courriel : patrick.weeks@gov.mb.ca

Commission des valeurs mobilières de l'Ontario

Frederick Gerra
 Senior Legal Counsel
 Investment Management Division
 Tél. : 416 204-4956
 Courriel : fgerra@osc.ca

Stephen Paglia
 Vice-President
 Investment Management Division
 Tél. : 416 593-2393
 Courriel : spaglia@osc.ca

Irene Lee
 Senior Legal Counsel
 Investment Management Division
 Tél. : 416 593-3668
 Courriel : ilee@osc.ca

Neeti Varma
 Associate Vice-President
 Investment Management Division
 Tél. : 416 593-8067
 Courriel : nvarma@osc.ca

Commission des services financiers et des services aux consommateurs du Nouveau-Brunswick

Ray Burke
 Manager
 Corporate Finance
 Tél. : 506 643-7435
 Courriel : ray.burke@fcnbc.ca

Nova Scotia Securities Commission

Jack Jiang
 Securities Analyst
 Tél. : 902 424-7059
 Courriel : jack.jiang@novascotia.ca

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 81-102 SUR LES FONDS D'INVESTISSEMENT

Loi sur les valeurs mobilières

(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 1°, 3°, 4.1°, 8°, 11°, 16°, 17° et 19.5°)

1. L'article 2.13 du Règlement 81-102 sur les fonds d'investissement (chapitre V-1.1, r. 39) est modifié par l'ajout, après le paragraphe 2, des suivants :

« 3) Les sous-paragraphes 2, 5 et 6 du paragraphe 1 ainsi que le paragraphe 2 ne s'appliquent pas au fonds d'investissement qui répond aux critères suivants :

1. il conclut une mise en pension en vertu d'une convention écrite conclue avec la Banque du Canada selon laquelle cette dernière est l'acheteur;

2. il utilise les espèces tirées du produit de la vente qu'il a reçu dans le cadre d'une mise en pension pour la gestion de sa liquidité.

« 4) Le fonds d'investissement qui conclut une convention écrite en vertu du paragraphe 3 doit, dans les cinq jours suivant la date de la convention, remplir un avis en la forme prévue à l'Annexe G-1 et le transmettre à l'agent responsable, sauf au Québec, ou à l'autorité en valeurs mobilières.

« 5) Le fonds d'investissement qui conclut une convention écrite en vertu du paragraphe 3 doit remplir les documents suivants et les transmettre à l'agent responsable, sauf au Québec, ou à l'autorité en valeurs mobilières :

1. un avis en la forme prévue à l'Annexe G-2 dans les cinq jours suivant le début de la mise en pension;

2. un rapport en la forme prévue à l'Annexe G-3 dès que possible après la fin de la durée de la mise en pension. ».

2. L'article 2.17 de ce règlement est modifié par l'ajout, après le paragraphe 4, du suivant :

« 5) Le paragraphe 1 ne s'applique pas au fonds d'investissement qui se conforme au paragraphe 3 de l'article 2.13. ».

3. Ce règlement est modifié par l'ajout, après l'Annexe F, des suivantes :

« ANNEXE G-1

Avis de conclusion d'une convention de mise en pension avec la Banque du Canada

1.	Date à laquelle la convention écrite de mise en pension a été conclue avec la Banque du Canada (jj/mm/aaaa)	
2.	Nom du gestionnaire de fonds d'investissement	
3.	Nom de chaque fonds d'investissement visé par la mise en pension	

« ANNEXE G-2

Avis de mise en pension auprès de la Banque du Canada

1.	Début de la mise en pension auprès de la Banque du Canada (jj/mm/aaaa)	
2.	Nom du gestionnaire de fonds d'investissement	
3.	Nom de chaque fonds d'investissement visé par la mise en pension	

« ANNEXE G-3

Rapport de la mise en pension auprès de la Banque du Canada

1.	Date du rapport (jj/mm/aaaa)	
2.	Nom du gestionnaire de fonds d'investissement	
3.	Nom de chaque fonds d'investissement visé par la mise en pension	
4.	Début de la mise en pension (jj/mm/aaaa)	
5.	Fin de la durée de la mise en pension (jj/mm/aaaa)	
6.	Montant de la mise en pension (en dollars canadiens)	
7.	Montant de la mise en pension en pourcentage de la valeur liquidative du fonds d'investissement à la date de début de la mise en pension (%)	
8.	Encours de tous les emprunts de chaque fonds d'investissement, y compris le montant du produit de la vente qui lui a été remis, dans le cadre de la mise en pension en pourcentage de sa valeur liquidative à la date de début de la mise en pension (%)	
9.	Encours de tous les emprunts de chaque fonds d'investissement en pourcentage de sa valeur liquidative à la date de fin de la mise en pension (%)	

».

4. Date d'entrée en vigueur

1° Le présent règlement entre en vigueur le *(indiquer ici la date d'entrée en vigueur du présent règlement)*.

2° En Saskatchewan, malgré le paragraphe 1, le présent règlement entre en vigueur à la date de son dépôt auprès du registraire des règlements si celle-ci tombe après le *(indiquer ici la date d'entrée en vigueur du présent règlement)*.

Draft Regulation

Securities Act
(chapter V-1.1, s. 331.1, pars. (1), (3), (4.1), (8), (11), (16), (17) and (19.5), and s. 331.2)

Regulation to amend Regulation 81-102 respecting Investment Funds - Exemptions from Certain Repurchase Transactions Requirements for Investment Funds

Notice is hereby given by the *Autorité des marchés financiers* (the "AMF") that, in accordance with section 331.2 of the *Securities Act*, chapter V-1.1, the following Regulation, the text of which is published hereunder, may be made by the AMF and subsequently submitted to the Minister of Finance for approval, with or without amendment, after 60 days have elapsed since its publication in the Bulletin of the AMF:

- *Regulation to amend Regulation 81-102 respecting Investment Funds.*

Request for comment

Comments regarding the above may be made in writing by **November 16, 2026**, to the following:

Me Philippe Lebel
Secrétaire et directeur général des affaires juridiques
Autorité des marchés financiers
Place de la Cité, tour PwC
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Fax : (514) 864-6381
E-mail : consultation-en-cours@lautorite.qc.ca

Further information

Further information is available from:

Philippe Lessard
Investment Funds Analyst
Asset Management Policy and Technological Innovation
Phone: 514 395-0337, ext. 4364
Toll-free: 1 877 525-0337
Email: philippe.lessard@lautorite.qc.ca

Robin Marcoux
Senior Analyst
Asset Management Oversight
Phone: 514 395-0337, ext. 4426
Toll-free: 1 877 525-0337
Email: robin.marcoux@lautorite.qc.ca

September 17, 2026



Canadian Securities
Administrators

Autorités canadiennes
en valeurs mobilières

CSA Notice of Consultation

Draft Regulation to amend Regulation 81-102 respecting Investment Funds

Exemptions from Certain Repurchase Transactions Requirements for Investment Funds

September 17, 2026

Introduction

The Canadian Securities Administrators (the **CSA** or **we**) are publishing draft *Regulation to amend Regulation 81-102 respecting Investment Funds* (the **Draft Amendments**) for a 60-day comment period.

The Draft Amendments provide exemptions from certain repurchase transactions requirements for reporting issuer investment funds where the purchaser is the Bank of Canada.

The Draft Amendments:

- (a) codify the temporary exemptive relief issued on July 24, 2025 through Coordinated Blanket Order 81-930 *Exemptions from Certain Repurchase Transactions Requirements for Investment Funds* (the **Coordinated Blanket Order**) for the Bank of Canada's repurchase facility, the Contingent Term Repo Facility (**CTRF**), and
- (b) provide an exemption for future repurchase facilities provided by the Bank of Canada.

The text of the Draft Amendments is published with this notice and will also be available on websites of the following CSA jurisdictions:

www.bcsc.bc.ca

www.asc.ca

www.fcaa.gov.sk.ca

www.mbsecurities.ca

www.osc.ca

www.lautorite.qc.ca

www.fcnb.ca

nssc.novascotia.ca

Substance and Purpose

The purpose of the Draft Amendments is to provide harmonized exemptions from certain repurchase transactions requirements for reporting issuer investment funds where the purchaser

is the Bank of Canada. The exemptions contemplated in the Draft Amendments would allow reporting issuer investment funds to access the CTRF, as well as any future repurchase facilities provided by the Bank of Canada.

The Bank of Canada currently offers the CTRF for reporting issuer investment funds, which was developed to support the stability of the Canadian financial system by assisting market participants to address liquidity issues that may arise if there are severe market-wide liquidity stresses. Under the CTRF, the Bank of Canada will repurchase certain eligible fixed income securities issued or guaranteed by the Government of Canada or a provincial government. The CTRF offers Canadian-dollar funding for a term of up to 30 days to eligible participants. The CTRF may be activated and deactivated by the Bank of Canada, at its discretion. The Bank of Canada may offer other repurchase facilities to reporting issuer investments funds in the future.

The Draft Amendments further recommendations made by the International Monetary Fund's 2025 Financial Sector Assessment Program for Canada relating to systemic liquidity¹ as they facilitate access to bilateral liquidity for regulated investment funds to address potential severe market conditions.

The Coordinated Blanket Order was implemented through local blanket orders in each CSA jurisdiction. The Coordinated Blanket Order is not subject to an expiration date in any of the CSA jurisdictions except for in Ontario. The local Coordinated Blanket Order in Ontario (the **OSC Blanket Order**) is in effect from July 24, 2025 to January 24, 2027, and will, provided required approvals are obtained, be extended by OSC Rule 81-931 *Extension to Ontario Securities Commission Coordinated Blanket Order 81-930 Exemptions from Certain Repurchase Transactions Requirements for Investment Funds (OSC Rule 81-931)* for an additional 18-month period from January 24, 2027 to July 24, 2028. The temporary exemptive relief provided by the OSC Blanket Order and OSC Rule 81-931 cannot be subject to a further extension under Ontario securities laws.

The CSA will consider whether any changes to the Draft Amendments are needed following a consideration of any comments we receive on the publication for comment. If the Draft Amendments do not require a republication for comment, we anticipate seeking all necessary approvals to adopt the Draft Amendments with an aim of having the Draft Amendments come into force on July 24, 2028 (the **Effective Date**).

Background

During times when the CTRF is activated, we recognize that an investment fund with exposure to Canadian dollar money markets and/or fixed income securities may benefit from accessing the CTRF to manage its liquidity during periods of severe market-wide liquidity stresses in the Canadian dollar money markets and/or fixed income markets. However, accessing the CTRF would result in a reporting issuer investment fund being unable to comply with certain repurchase transactions requirements. The Coordinated Blanket Order provides reporting issuer

¹ Canada: Financial Sector Assessment Program-Technical Note on Systemic Liquidity Assessment (August 8, 2025) (IMF Country Report No. 25/233), Recommendation #10.

investment funds with exemptive relief from those requirements to facilitate access to the CTRF.

Summary of the Draft Amendments

The exemptions contemplated by the Draft Amendments are consistent with the temporary exemptions provided by the Coordinated Blanket Order. However, the Draft Amendments would also allow reporting issuer investment funds to access future repurchase facilities provided by the Bank of Canada.

Securities legislation sets out the standard of care for the management of investment funds, requiring managers to act honestly, in good faith, and in the best interests of the investment fund. Investment fund managers of investment funds that access the CTRF or another Bank of Canada repurchase facility would remain subject to the statutory standard of care.

Consistent with the Coordinated Blanket Order, the Draft Amendments would require that the cash delivered to the investment fund as consideration for sold securities in a repurchase transaction with the Bank of Canada only be used for liquidity management of the investment fund.

The Draft Amendments also require investment funds relying on the exemptions to comply with certain reporting requirements. The requisite notices and reports must be delivered to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority.

Local Matters

An annex is being published in any local jurisdiction that is making related changes to local securities laws, including local notices or other policy instruments in that jurisdiction. It also includes any additional information that is relevant to that jurisdiction only.

Request for Comments

We welcome your comments on the Draft Amendments. Please submit your comments in writing on or before November 16, 2026.

Address your submission to all of the CSA as follows:

British Columbia Securities Commission
 Alberta Securities Commission
 Financial and Consumer Affairs Authority of Saskatchewan
 Manitoba Securities Commission
 Ontario Securities Commission
 Autorité des marchés financiers
 Financial and Consumer Services Commission of New Brunswick
 Superintendent of Securities, Department of Justice and Public Safety, Prince Edward Island
 Nova Scotia Securities Commission
 Securities Commission of Newfoundland and Labrador

Superintendent of Securities, Northwest Territories
Superintendent of Securities, Yukon
Superintendent of Securities, Nunavut

Submit your comments here: <https://www.securities-administrators.ca/consultations/>. Your comments will be distributed to the participating CSA members.

If Québec is a participating jurisdiction, and you are submitting your comments through the link above, you are submitting your comments to:

Me Philippe Lebel
Corporate Secretary and Executive Director, Legal Affairs
Autorité des marchés financiers
Place de la Cité, tour PwC
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Fax: 514 864-8381
E-mail: consultation-en-cours@lautorite.qc.ca

We cannot keep submissions confidential because securities legislation in certain provinces requires publication of the written comments received during the comment period. All comments received will be posted on the websites of each of the Alberta Securities Commission at www.asc.ca, the Autorité des marchés financiers at www.lautorite.qc.ca and the Ontario Securities Commission at www.osc.ca. Therefore, you should not include personal information directly in comments to be published. It is important that you state on whose behalf you are making the submission.

Questions

Please refer your questions to any of the following:

Autorité des marchés financiers

Philippe Lessard
Investment Funds Analyst
Asset Management Policy and Technological
Innovation
Phone: 514 395-0337, ext. 4364
Email: philippe.lessard@lautorite.qc.ca

Robin Marcoux
Senior Analyst
Asset Management Oversight
Phone: 514 395-0337, ext. 4426
Email: robin.marcoux@lautorite.qc.ca

British Columbia Securities Commission

Noreen Bent
Deputy Director
Corporate Finance Legal Services
Phone: 604 899-6741
Email: nbent@bcsc.bc.ca

James Leong
Senior Legal Counsel
Corporate Finance
Phone: 604 899-6681
Email: jleong@bcsc.bc.ca

Alberta Securities Commission

Chad Conrad
Senior Legal Counsel, Investment Funds
Corporate Finance
Phone: 403 297-4295
Email: chad.conrad@asc.ca

Financial and Consumer Affairs Authority of Saskatchewan

Heather Kuchuran
Director, Corporate Finance
Securities Division
Phone: 306 787-1009
Email: heather.kuchuran@gov.sk.ca

Manitoba Securities Commission

Patrick Weeks
 Deputy Director
 Corporate Finance
 Phone: 204 945-3326
 E-mail: patrick.weeks@gov.mb.ca

Ontario Securities Commission

Frederick Gerra
 Senior Legal Counsel
 Investment Management Division
 Phone: 416 204-4956
 Email: fgerra@osc.ca

Stephen Paglia
 Vice-President
 Investment Management Division
 Phone: 416 593-2393
 Email: spaglia@osc.ca

Irene Lee
 Senior Legal Counsel
 Investment Management Division
 Phone: 416 593-3668
 E-mail: ilee@osc.ca

Neeti Varma
 Associate Vice-President
 Investment Management Division
 Phone: 416 593-8067
 E-mail: nvarma@osc.ca

Financial and Consumer Services Commission of New Brunswick

Ray Burke
 Manager
 Corporate Finance
 Phone: 506 643-7435
 Email: ray.burke@fcnbc.ca

Nova Scotia Securities Commission

Jack Jiang
 Securities Analyst
 Phone: 902 424-7059
 Email: jack.jiang@novascotia.ca

REGULATION TO AMEND REGULATION 81-102 RESPECTING INVESTMENT FUNDS

Securities Act

(chapter V-1.1, s. 331.1, par. (1), (3), (4.1), (8), (11), (16), (17) and (19.5))

1. Section 2.13 of Regulation 81-102 respecting Investment Funds (chapter V-1.1, r. 39) is amended by adding, after paragraph (2), the following:

“(3) Subparagraphs 2, 5 and 6 of paragraph (1) and paragraph (2) do not apply to an investment fund that

1. enters into a repurchase transaction under a written agreement with the Bank of Canada in respect of which the Bank of Canada is the purchaser, and

2. uses the cash from the sale proceeds received by the investment fund from the repurchase transaction for liquidity management of the investment fund.

“(4) An investment fund that enters into a written agreement under paragraph (3) must, within 5 days after the date of the agreement, complete and deliver to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority a notice in the form contained in Appendix G-1.

“(5) An investment fund that enters into a written agreement under paragraph (3) must complete and deliver to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority the following:

1. within 5 business days after the beginning of the repurchase transaction, a notice in the form contained in Appendix G-2;

2. as soon as reasonably practicable following the end of the term of the repurchase transaction, a report in the form contained in Appendix G-3.”.

2. Section 2.17 of the Regulation is amended by adding, after paragraph (4), the following:

“(5) Paragraph (1) does not apply to an investment fund that complies with paragraph (3) of section 2.13.”.

3. The Regulation is amended by adding, after Appendix F, the following:

“APPENDIX G-1

Notice of a Bank of Canada Repurchase Agreement

1.	Date of the written repurchase agreement with the Bank of Canada (dd/mm/yy)	
2.	Name of the investment fund manager	
3.	Name of each investment fund subject to the repurchase agreement	

“APPENDIX G-2

Notice of a Bank of Canada Repurchase Transaction

1.	Beginning (start date) of the Bank of Canada repurchase transaction (dd/mm/yy)	
2.	Name of the investment fund manager	

3.	Name of each investment fund subject to the repurchase agreement	
----	--	--

“APPENDIX G-3

Report of a Bank of Canada Repurchase Transaction

1.	Date of the report (dd/mm/yy)	
2.	Name of the investment fund manager	
3.	Name of each investment fund subject to the repurchase agreement	
4.	Beginning (start date) of the repurchase transaction (dd/mm/yy)	
5.	End of term (end date) of the repurchase transaction (dd/mm/yy)	
6.	Repurchase transaction amount (in Canadian dollars)	
7.	Repurchase transaction amount as a percentage of the investment fund's net asset value on the repurchase transaction start date (%)	
8.	The outstanding amount of all borrowings of each investment fund, including the amount of the sale proceeds delivered, as part of the repurchase transaction as a percentage of its net asset value on the repurchase transaction start date (%)	
9.	The outstanding amount of all borrowings of each investment fund as a percentage of its net asset value on the repurchase transaction end date (%)	

”.

4. Effective date

(1) This Regulation comes into force on *(indicate here the date of coming into force of this Regulation)*.

(2) In Saskatchewan, despite paragraph (1), if this Regulation is filed with the Registrar of Regulations after *(indicate here the date of coming into force of this Regulation)*, this Regulation comes into force on the day on which it is filed with the Registrar of Regulations.

6.2.2 Publication

Aucune information.